

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 2 mars au 6 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Érythrée** : La BAD accorde 58 M USD en don pour financer un projet d'accès à l'électricité
- ❖ **Kenya** : mission technique du FMI sans perspective immédiate de programme
- ❖ **Tanzanie** : Construction de réservoirs stratégiques de carburant

LE CHIFFRE A RETENIR

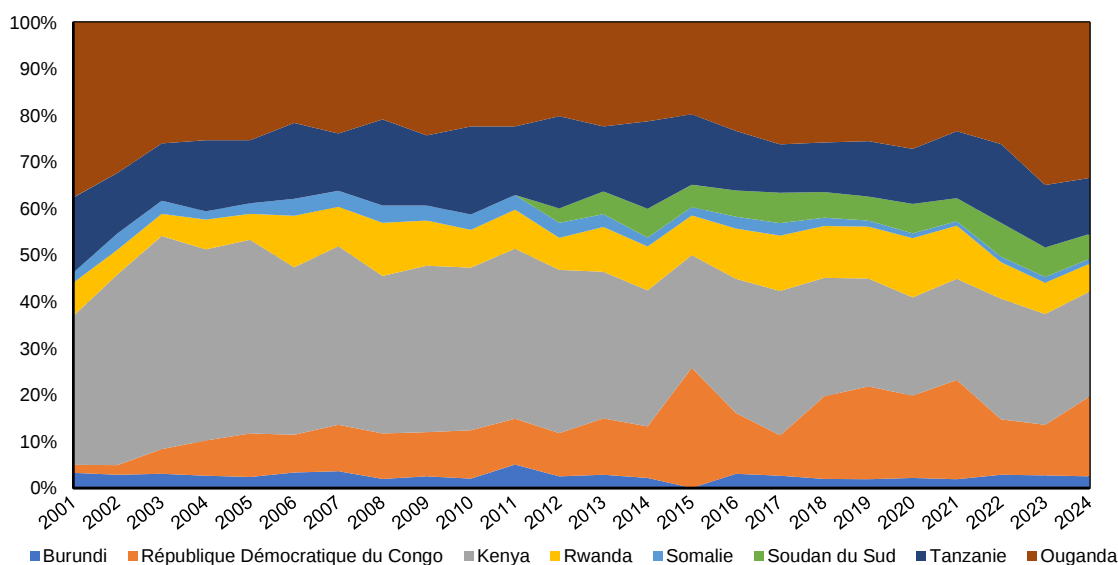
14,3 mois

MAURICE : COUVERTURE DES RESERVES DE
CHANGE EN MOIS D'IMPORTATIONS EN DECEMBRE
2025 (CONTRE 12,0 MOIS EN DECEMBRE 2024)

Le graphique de la semaine

Communauté d'Afrique de l'Est : répartition des échanges intra-zone

- en % des échanges totaux (exportations + importations) -



Le 25^e Sommet des chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) se tiendra le 7 mars 2026 à Arusha. Créée en 1967, la CAE est l'une des communautés économiques régionales les plus abouties, combinant union douanière, libre circulation des biens et personnes, infrastructures régionales et gouvernance dense. Les échanges intrarégionaux s'élèvent à 20–30 % (3 fois la moyenne du continent), concentrés autour du Kenya et de l'Ouganda, tandis que Rwanda, Burundi et Somalie restent faiblement intégrés. A noter toutefois que, le Kenya, longtemps hégémonique, a vu sa part divisée par deux depuis 2000 dans les échanges intra-régionaux, tandis que l'Ouganda s'impose comme premier contributeur, porté par son rôle de land-bridge et ses réexportations vers la RDC et le Soudan du Sud. La Tanzanie consolide sa position face à la congestion du port de Mombasa. La RDC, dont l'adhésion en 2022 se traduit déjà par une intégration croissante, représente un potentiel structurant.

BURUNDI

La Banque centrale baisse son taux directeur

La Banque de la République du Burundi (BRB) a abaissé son taux directeur de 200 points de base, le ramenant de 12,0 % à 10,0 %, après un niveau inchangé depuis le 31 janvier 2024, selon son [rapport](#) de politique monétaire publié le 26 février 2026. Cette décision intervient dans un contexte de reflux marqué de l'inflation, passée de +34,2 % au T3 2025 à +21,7 % au T4 2025, et attendue à +11,3 % au T1 2026. La BRB considère cette évolution comme un signal encourageant pour la stabilité macroéconomique et le pouvoir d'achat des ménages, malgré un niveau des prix encore élevé dans certains segments. Sur le plan de l'activité, la croissance économique est estimée à +4,6 % en 2025, après +4,1 % en 2024, soutenue principalement par le secteur secondaire (industrie et construction). Elle est attendue à +4,8 % en 2026, avec un rôle moteur du secteur primaire, notamment l'agriculture et les activités minières.

COMORES

Lancement officiel du projet L'umin'îles, financé par l'AFD à hauteur de 10 M EUR

Le 25 février 2026, le ministère de la Promotion du genre de l'Union des Comores a procédé au lancement officiel du projet L'umin'îles, en présence notamment de l'ambassadeur de France aux Comores, Étienne Chapon, et de la ministre du Genre et porte-parole du gouvernement, Fatima Hamada. Financé à hauteur de 10 M EUR par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre avec le soutien d'Expertise France, ce programme entend promouvoir l'autonomisation économique des femmes tout en développant des solutions de garde d'enfants. Il repose sur trois axes : la création de structures pilotes accueillant des enfants âgés de 1 mois à 3 ans, l'amélioration des conditions de travail des femmes comoriennes ainsi que l'appui au renforcement des capacités des institutions concernées.

ÉRYTHREE

La BAD accorde 58 M USD en don pour financer un projet d'accès à l'électricité

Le 18 février 2026, la Banque Africaine de Développement (BAD) a accordé un financement en don de 58 MUSD à l'Érythrée. Tandis que 37,3 M USD des fonds proviendront du Fonds africain de développement les 20,7 M USD restants proviendront de la Facilité d'appui à la transition. Le projet permettra de financer un mini-réseau solaire de 34 MW, et de construire ou moderniser près de 574 km de lignes de transport d'électricité afin d'augmenter la capacité de production et de transport locale. Le projet devrait bénéficier à environ 306 000 personnes de la région Gash Barka, dans le sud-ouest du pays, en améliorant l'accès à l'électricité pour les activités de pompage d'eau potable, contribuant ainsi au renforcement de l'irrigation et l'augmentation de la productivité agricole. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative *Desert to Power* qui vise à développer l'accès à l'électricité dans 11 pays désertiques du continent.

ÉTHIOPIE

Le secteur de la construction pourrait croître de près de +8 % par an d'ici 2029

Selon le rapport *Ethiopia Construction Market Size, Trends, and Forecasts by Sector*, de Research and Markets, le secteur de la construction devrait connaître une croissance annuelle de +7,8 % jusqu'en 2029. Le rapport indique que le secteur a connu une croissance de +9 % en 2025 grâce à une augmentation des investissements dans des projets d'énergie, d'infrastructure et de développement urbain. D'après le rapport, cette tendance devrait se poursuivre en 2026, le budget fédéral alloué au secteur ayant connu une augmentation de 19 % entre FY2024/2025 et FY2025/2026. D'autre part, en septembre 2025, le Premier ministre éthiopien a annoncé le lancement d'un programme d'infrastructures de 30 Md USD destiné à financer entre autres une raffinerie de pétrole, une usine de liquéfaction gazière et un nouvel aéroport, ainsi que la construction d'1,5 millions de logements d'ici 2031. Après un déclin continu depuis 2019, le secteur a repris une tendance croissante depuis 2023, enregistrant une augmentation de 2

points de pourcentage entre 2022 et 2023, passant de 5 à 7 %.

Ethiopian Airlines victime d'une fraude massive aux pièces détachées contrefaites

Un dirigeant de la société britannique AOG Technics a été condamné par la cour pénale britannique de Southwark à quatre ans et huit mois de prison pour avoir orchestré une vaste fraude aux pièces aéronautiques impliquant Ethiopian Airlines entre 2019 et 2023. Plus de 5 600 pièces contrefaites, d'une valeur d'environ 1,5 M USD, ont ainsi été fournies à Ethiopian Airlines, destinées aux moteurs CFM56, les plus utilisés au monde, équipant notamment les Boeing 737. La fraude, découverte en 2023, a conduit la *UK Civil Aviation Authority*, la *Federal Aviation Administration* et l'*European Union Aviation Safety Agency* à émettre des alertes de sécurité en août 2023, provoquant l'immobilisation d'appareils et des pertes sectorielles estimées à 53 M USD.

KENYA

Légère baisse de l'inflation en février, à +4,3 %

En février 2026, l'inflation a poursuivi son recul (+4,3 %, contre +4,4 % en janvier 2026) pour atteindre, soit son niveau le plus bas depuis juillet 2025. Cette modération s'explique principalement par un ralentissement de la hausse des prix dans plusieurs composantes de l'IPC, notamment le transport (+4,0 % contre +4,8 % en janvier) ainsi que le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles (+1,8 % contre +2,2 %). À l'inverse, l'inflation alimentaire est demeurée stable à +7,3 %, dans un contexte d'approvisionnement plus tendu en produits de base. L'inflation sous-jacente a également reculé (+2,1 %, contre +2,2 %).

FMI : mission technique sans perspective immédiate de programme

Une [mission](#) du FMI (Fonds monétaire international) s'est rendue à Nairobi du 24 février au 4 mars 2026 afin d'échanger avec les autorités sur les développements macroéconomiques récents et les principaux risques pesant sur l'économie kényane. Les discussions ont notamment porté sur la nécessité de renforcer la discipline budgétaire, la crédibilité du cadre fiscal et la résilience face aux chocs externes, notamment les retombées

potentielles des tensions au Moyen-Orient. Les échanges se poursuivront lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Budget supplémentaire de 2,5 Md USD déposé au Parlement

Le 4 mars 2026, le gouvernement kényan a déposé au Parlement un budget supplémentaire prévoyant une hausse des dépenses ministérielles de 2,2 Md USD (dont 1,6 Md USD de dépenses courantes et 670 M USD de dépenses de développement), soit +11,3 %, au-delà du plafond légal de 10 %. En incluant les transferts aux gouvernements de comté, l'ajustement total atteint 2,5 Md USD (+13,5 %). Les principales augmentations concernent notamment le Trésor national, la Défense, le Département des routes, l'Agriculture et la Commission du service enseignant. Le texte doit désormais être examiné par le Comité du budget et les commissions sectorielles avant débat et vote au Parlement.

Absa Bank Kenya intègre l'Indice MSCI des Marchés Frontières

MSCI a intégré Absa Bank Kenya à son [Indice des marchés frontières](#) (*Frontier Markets Index*), avec effet au 27 février 2026, portant à sept le nombre de valeurs kényanes dans ce benchmark. Cette révision semestrielle est favorable au Kenya, avec une addition et aucune suppression, renforçant le poids du pays dans cet indice suivi par les investisseurs spécialisés dans les marchés frontières. Absa Bank Kenya rejoint Safaricom, Equity Group, KCB Group, East African Breweries, Co-operative Bank of Kenya et Standard Chartered Bank Kenya. Construit sur une base de capitalisation boursière ajustée du flottant, l'indice applique des critères stricts de taille, de liquidité et d'investissabilité. Aucune autre place boursière d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien n'a enregistré de modification lors de cette révision.

COMESA valide l'entrée de Vodacom dans Safaricom

Le 16 février 2026, la [Commission de la concurrence et de la protection des consommateurs du COMESA \(CCCC\)](#) a approuvé l'acquisition par Vodacom Group d'une participation de 15 % dans Safaricom PLC et d'une participation supplémentaire de 5 % auprès de Vodafone Group, pour une contrepartie totale de 2,1 Md USD à 0,263 USD par action. Le régulateur a conclu que la transaction ne porterait pas atteinte à la concurrence au Kenya ni dans la

région, relevant que les marchés concernés demeurent compétitifs et ne sont dominés par aucun acteur unique. L'Autorité kényane de la concurrence a renoncé à un examen national complet, estimant que l'opération atteignait les seuils régionaux imposant une notification supranationale — une rupture avec la pratique habituelle de contrôle parallèle appliquée aux grandes transactions impliquant des entreprises kényanes. L'attention se tourne désormais vers l'Autorité de concurrence de la Communauté d'Afrique de l'Est (EACCA), qui conduit sa propre évaluation dans le cadre de la Loi sur la concurrence de la CAE, en vigueur depuis novembre 2025.

L'indice PMI en légère baisse en février mais reste en expansion

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En février, pour le troisième mois consécutif, le PMI est resté au-dessus du seuil d'expansion (50,4, contre 51,9 en janvier), indiquant une amélioration seulement marginale de la santé de l'économie du secteur privé. Le PMI kényan a signalé une production quasi-stagnante, la croissance des nouvelles commandes ralentissant dans un contexte de faible pouvoir d'achat et de vive concurrence. Les ventes ont progressé, mais au rythme le plus modeste en six mois, les gains dans la construction, le commerce de gros et de détail et les services étant compensés par des contractions dans l'agriculture et le manufacturing. Les pressions sur les coûts se sont atténuées, et la confiance des entreprises est restée supérieure à sa moyenne de 2025.

MADAGASCAR

Appréciation de l'ariary par rapport à l'euro et au dollar américain

Selon les données publiées par la Banque centrale de Madagascar, l'ariary poursuit son appréciation face à l'euro et au dollar. Au 4 mars 2026, l'euro s'établit à 4 821 MGA, en baisse de -7,3 % sur un mois, tandis que le dollar américain s'échange à 4 158 MGA, soit un recul de -6,1 % sur la même période. En moyenne sur l'année 2025, le taux de change s'établissait à 5 197 MGA pour un euro et 4 512 MGA pour un dollar.

Par rapport à ces niveaux moyens, l'euro et le dollar enregistrent respectivement un recul de -7,2 % et de -7,8 % en mars 2026. En glissement annuel, le taux de change de l'euro recule de -5,3 % en mars 2026, contre -6,9 % pour le dollar.

Plus de 200 Md MGA (40 M EUR) d'avoirs saisis en 2025 par l'Agence de recouvrement des avoirs illicites

L'Agence de recouvrement des avoirs illicites (ARAI) a annoncé la saisie d'avoirs pour un montant total de plus de 200 Md MGA (40 M EUR) en 2025. Parmi ces avoirs, 136 Md MGA (27,2 M EUR) correspondent à des comptes libellés en ariary. Le solde, estimé à environ 70 Md MGA (14 M EUR), comprend des comptes en devises étrangères ainsi que divers biens saisis. À ce stade, 41 Md MGA (8,2 M EUR) ont été reversés sur le compte de consignation de l'Agence au niveau d'une banque commerciale locale. La création d'un compte dédié au Trésor public doit permettre la centralisation de l'ensemble des avoirs gelés. Des comptes en devises étrangères d'une valeur de 954 K EUR et 141 K USD figurent parmi les saisies. Environ 38 % des dossiers traités concernent des faits de blanchiment d'argent. Parmi les personnes impliquées 65 % relèvent du secteur privé, 15 % de la fonction publique, et 20 % de catégories non identifiées. Outre les comptes bancaires, les saisies ont notamment porté sur 80 propriétés, 113 véhicules, 168 motos et 7 kg d'or.

Présentation du rapport du Samifin pour 2025

Le 2 mars 2026, à Anosy, le Service de renseignement financier malgache (SAMIFIN) a présenté son rapport annuel 2025, faisant état d'une intensification des actions de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). En 2025, 65 condamnations pour blanchiment ont été prononcées, donnant lieu à 72 peines de prison et 57 amendes pour un montant total de 143,5 Md MGA (29 M EUR). Les montants gelés ou saisis atteignent 138 Md MGA (28 M EUR), tandis que les confiscations définitives s'élèvent à 83 M MGA (17 K EUR). Cette progression s'explique notamment par l'augmentation du traitement des déclarations d'opérations suspectes (141) et des demandes de renseignements (90), ayant conduit à 47 transmissions aux autorités compétentes. Par ailleurs, Madagascar a engagé en janvier 2026 son évaluation mutuelle au sein de l'ESAAMLG, un

exercice clé pour apprécier sa conformité aux standards du GAFI et éviter une inscription sur la liste grise en 2027. Les performances du pays se sont améliorées, avec 29 recommandations jugées conformes ou largement conformes en 2025, contre 13 en 2021. La récente approbation de la demande d'adhésion au Groupe Egmont devrait également renforcer la coopération internationale en matière d'échange d'informations financières.

MAURICE

Hausse marquée des réserves de change en 2025

Selon les statistiques de la Banque centrale de Maurice, les réserves de change en devises se sont élevées à 10,3 Md USD en décembre 2025, représentant une augmentation substantielle par rapport à décembre 2024 (+21,0 % ; 8,5 Md USD) et à juin 2025 (+5,9 % ; 9,7 Md USD). Les réserves de décembre 2025 ont permis de couvrir l'équivalent de 14,3 mois d'importations, contre 12,0 mois en décembre 2024 et 13,1 mois en juin 2025.

UGANDA

Amélioration de l'indice PMI

L'indice des directeurs d'achat (PMI) Stanbic Bank Uganda, mesurant l'activité du secteur privé, s'est établi à 54,2 en février 2026, contre 52,6 en janvier, prolongeant une phase d'expansion entamée depuis treize mois. Cette progression reflète une hausse soutenue de la production, des nouvelles commandes et de l'emploi, portée par une demande intérieure robuste. Les entreprises ont également augmenté leurs achats et reconstitué leurs stocks, dans un contexte de raccourcissement des délais de livraison. Parallèlement, la hausse des coûts des intrants et des salaires s'est traduite par une augmentation des prix de vente, tandis que l'inflation annuelle demeure contenue à 2,9 %. Les perspectives à court terme restent globalement favorables, les entreprises affichant un optimisme quant à la solidité de la demande.

RWANDA

Le gouvernement examine des mesures pour sécuriser l'approvisionnement en produits pétroliers

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a engagé des consultations avec les importateurs de produits pétroliers afin d'anticiper les risques de perturbation de l'approvisionnement liés aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les autorités ont indiqué que les volumes de carburant déjà en cours d'acheminement ou ayant franchi les zones à risque pourraient permettre d'assurer les besoins du pays pendant environ deux mois. Parallèlement, les discussions portent sur la diversification des sources d'approvisionnement pour les importations habituellement en provenance du Moyen-Orient. Cette démarche vise à limiter les risques de rupture d'approvisionnement et à atténuer les effets d'une éventuelle hausse des prix internationaux de l'énergie. Les autorités entendent ainsi renforcer la résilience du marché intérieur face aux fluctuations des marchés mondiaux et garantir la continuité de l'approvisionnement énergétique.

SOMALIE

63 M EUR d'aide humanitaire de l'UE

L'Union européenne (UE) a approuvé une aide humanitaire de 63 M EUR en faveur de la Somalie, destinée à financer une assistance vitale, incluant des services de santé et de nutrition, la prise en charge de la malnutrition aiguë, des aides financières d'urgence, ainsi que l'accès à l'eau, à l'assainissement, à la protection et à l'éducation en situation d'urgence. Cette aide sera mise en œuvre par des partenaires humanitaires présents sur le terrain afin d'assurer une distribution rapide aux populations les plus vulnérables. Depuis 2017, l'UE a mobilisé plus de 750 M EUR d'aide humanitaire en Somalie. Cette annonce intervient alors que l'IPC alerte sur une crise alimentaire majeure menaçant environ 6,5 millions de personnes.

SOUDAN

28 tonnes de vaccins financés par la GAVI pour le Sud-Kordofan

L'organisation Save the Children a livré la première cargaison de vaccins vers le Sud Kordofan depuis près de trois ans, marquant une étape importante pour rétablir des services de vaccination essentiels auprès des enfants et des communautés. Ceux-ci avaient été privés d'approvisionnement médical en raison du conflit et du siège de la région. Financé par le Global Alliance for Vaccines and Immunisation (GAVI). Cette livraison comprend 18 tonnes de vaccins de routine destinés à protéger contre des maladies telles que la tuberculose, la polio, la rougeole, la fièvre jaune et d'autres affections évitables par la vaccination. Plus de 24 500 enfants bénéficieront de ces vaccins cette année, et près de 6 000 femmes recevront le vaccin contre le tétanos.

SEYCHELLES

Recul important de la production industrielle sur un an

En janvier 2026, l'indice de production industrielle (IPI) des Seychelles diminue de -22,8 % en glissement annuel, après une hausse de +16,0 % en glissement annuel en décembre 2025, selon le bureau national des statistiques seychellois. En janvier 2026, en glissement annuel, l'IPI progresse dans la fabrication

d'articles en papier et carton (+21,4 %), la production de boissons non alcoolisées (+18,2 %) et la production d'électricité (+9,9 %). À l'inverse, il recule nettement dans la transformation des produits de la mer (-43,3 %), la distillation et fabrication de spiritueux (-33,4 %) ainsi que dans la distribution d'eau (-6,6 %).

TANZANIE

Construction de réservoirs stratégiques de carburant

La Tanzanie demeure particulièrement exposée aux perturbations de l'approvisionnement énergétique en raison de sa dépendance aux importations de produits pétroliers en provenance des pays du Golfe. En l'absence de réserves stratégiques, les stocks disponibles ne couvriraient qu'environ deux semaines de consommation, ce qui rend le pays vulnérable à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement et à une hausse des coûts d'importation. Dans ce contexte, la présidente Samia Suluhu Hassan a lancé, le 28 février 2026, la construction de 15 réservoirs stratégiques de carburant au port de Dar es Salaam. Ce projet, d'un montant de 265 M USD, vise à renforcer la sécurité énergétique du pays et à améliorer la logistique pétrolière en réduisant les délais de déchargement et d'escale des navires.